



FAIM D'AVENIR 3

JOURNÉE D'ÉCHANGES



Compte-rendu de la journée du 12 mai 2025

DÉMOCRATIE ALIMENTAIRE

AGIR ENSEMBLE POUR UNE ALIMENTATION CHOISIE,
LOCALE ET PAYSANNE ACCESSIBLE À TOUS.TES

LE LUNDI 12 MAI 2025
DE 9H À 16H30

PAVILLON RÉPUBLIQUE
(TOULOUSE)



ORGANISATEURS



AVEC LE SOUTIEN DE



Introduction

"FAIM D'AVENIR" est une journée d'échanges pour l'accès à une alimentation choisie, locale et paysanne aux personnes en situation de vulnérabilité économique ou sociale.

Pour sa 3ème édition, l'événement organisé par le Mouvement pour l'Economie Solidaire Occitanie (MES Occitanie), le GESMIP et l'association AlimEco a réuni plus de 130 participant·es issus de collectifs associatifs engagés dans la solidarité et la démocratie alimentaire, de l'Economie Sociale et Solidaire, des collectivités locales, de la société civile..

La journée placée sous le signe de la convivialité, a permis d'encourager des échanges fructueux, des rencontres inspirantes, de favoriser une meilleure compréhension mutuelle et d'aboutir à la co-construction de solutions aux problématiques rencontrées. Grâce à la mise en place d'espaces de confiance et de dialogue constructif, les participant·es ont pu échanger activement en croisant leurs approches et en confrontant leurs points de vue.

L'événement a également permis aux personnes concernées par la précarité alimentaire de s'exprimer dans un cadre bienveillant, et aux professionnels (qui se retrouvent parfois seuls dans leurs structures) de trouver un regain de motivation en partageant leurs expériences, leurs valeurs et les objectifs communs avec les autres participant·es.

Programme de la journée

LUNDI 12 MAI 2025

MATIN

Agir ensemble pour une ALIMENTATION choisie, locale et paysanne accessible à tous·tes : comment créer les conditions d'exercice de nos droits à l'alimentation et reconnecter agriculture locale et alimentation ?

9H	Accueil
9H30	Ouverture officielle
9h40	Séquence "Le louposcope ludique"
10h	Atelier "Marmite et Court Bouillon"
12h	Exemples d'initiatives de démocratie alimentaire à travers la planète

12h30 **Pause déjeuner sur place**

APRES-MIDI

D'une posture à une culture de la participation: cultiver la participation comme levier puissant de développement et de transformation

14h	Restitution "Mets et Délices"
15h	Une pincée de recherche
15h30	Discussion-Échanges
16h	Temps conclusif



9h30 OUVERTURE OFFICIELLE

Intervenants:

- Isabelle Hardy, Vice-présidente du Conseil départemental de la Haute-Garonne, en charge de la diversification économique, de l'économie sociale et solidaire (ESS)
- Joachim Labouret, Président MES Occitanie
- Jean-Louis Clément, GESMIP
- Nahuel Angelinetti, Alimeco
- Bérénice Dondeyne, MES France

Mot d'ouverture avec Isabelle Hardy, Vice-présidente du Conseil départemental de la Haute-Garonne, en charge de la diversification économique, de l'économie sociale et solidaire (ESS)

Points clé:

- ★ Le droit de bien manger, de façon digne, choisie, locale et durable, est un droit fondamental. Il n'est plus possible que des familles doivent choisir entre se nourrir et se chauffer.
- ★ La question de l'alimentation est à l'intersection de la santé, de la justice sociale, du pouvoir d'achat, de l'aménagement du territoire
- ★ L'alimentation est l'un des principaux déterminants de santé: au-delà de la quantité, c'est aussi la qualité de l'alimentation qui est en question. Mal se nourrir, c'est tomber malade, c'est vieillir plus vite, c'est vivre moins bien, tout simplement. Elle est donc au cœur de la prévention, de l'éducation, de l'égalité des chances.
- ★ L'aide alimentaire est plus que jamais nécessaire pour éviter que des familles ne basculent dans la faim et par la même dans la précarité. Il est donc plus que jamais nécessaire de:
 - transformer la logique descendante de cette aide pour aller au-delà de l'urgence
 - imaginer un modèle plus juste, plus durable, plus émancipateur pour aller vers une véritable démocratie alimentaire
- ★ Manger ne doit pas être un acte subi, dépendant des contraintes, mais un acte libre, conscient et ancré dans les territoires. Cela suppose de poser des questions difficiles: Comment construire des politiques publiques avec celles et ceux qui sont aujourd'hui les plus éloignés? Comment faire participer des publics précaires, souvent exclus du débat démocratique et des décisions qui les concerne directement? C'est un défi immense et enthousiasmant qui invite à repenser en profondeur les modèles de production, de distribution, de consommation et à imaginer un autre rapport à la nature, aux autres et à soi.
- ★ La mobilisation de tous, institutions, associations, citoyens, agriculteurs, chercheurs, est nécessaire pour construire un avenir où l'alimentation ne sera plus un facteur d'inégalité, mais un levier de justice sociale, de santé publique, de démocratie vivante.

Mot d'introduction avec les co-organisateur :

- *Joachim Labouret, Président MES Occitanie*
- *Jean-Louis Clément, GESMIP*
- *Nahuel Angelinetti, Alimeco*
- *Bérénice Dondeyne, MES France.*

Points clé

- ★ L'enjeu de la participation est central et primordial, pas seulement pour cette journée mais au quotidien dans le cadre de toutes les initiatives que chacune et chacun portent dans leurs structures.
- ★ Permettre une citoyenneté économique et une citoyenneté alimentaire, regagner et donner le pouvoir d'agir: ce sont ces enjeux de l'émancipation que le MES Occitanie a souhaité approfondir à travers le projet "Nourriture Terrestres"
- ★ La question des écosystèmes territoriaux est primordiale car l'émancipation citoyenne n'est possible qu'à travers l'action collective et à l'échelle des territoires. C'est donc à travers chacune des structures, à travers les initiatives menées que cette dynamique est entretenue.
- ★ La coopération et la mutualisation sont également essentielles pour aborder la question de l'alimentation et de l'aide alimentaire sous un prisme beaucoup plus global.
- ★ La participation des publics concernés est le préalable incontournable pour faire évoluer cette aide alimentaire. Intégrer, élaborer ou faire réfléchir ensemble des personnes qui pourront faire remonter du terrain, des propositions pour que les choses puissent bouger et puissent évoluer.
- ★ Créer de la rencontre entre des territoires, entre des associations, entre des habitants, avec des élus, participer et réfléchir tous ensemble aux solutions à apporter: c'est aussi cela la démocratie alimentaire
- ★ La dynamique collective est d'essayer de créer un écosystème multiforme. L'un des piliers principaux du droit à l'alimentation, c'est de réfléchir et travailler tous ensemble, sans frontières.
- ★ Importance de se réapproprié en tant que citoyens et citoyennes l'économie, d'être exigeants sur la transition écologique et d'agir localement avec les collectivités locales, mais aussi avec l'État., pour faire vivre le plaidoyer sur la démocratie alimentaire.



09h40 LE LOUPOSCOPE LUDIQUE

Intervenants:

- Ana Lucia Baez Camargo, MES Occitanie
- Lucile Lévêque, Sol-Violette
- Joachim Labouret, MES Occitanie
- Naël Peigner, MES Occitanie
- Bérénice Dondeyne, MES France
- Hélène Ametepe, MES Occitanie

Balade-lecture joyeuse à travers 15 initiatives de démocratie alimentaire sur l'implication citoyenne en Occitanie (projet recherche-action du MES Occitanie "Les Nourritures Terrestres" (2022-2024))

Le MES Occitanie a lancé avec l'appui de la Fondation Daniel et Nina Carasso une recherche-action: "Les Nourritures Terrestres".

Comment les personnes et notamment les plus précarisées, les plus concernées peuvent-elles se réapproprier leurs systèmes alimentaires et orienter leurs évolutions ?

C'est dans ce cadre que le MES Occitanie a mené 15 entretiens avec des porteurs de projets en s'appuyant sur leurs initiatives. Chaque initiative aborde de manière singulière les thèmes de l'inclusion, de l'engagement et de l'implication des personnes précarisées ou « concernées » par les précarités. Ces entretiens ont été menés dans 8 départements de la région Occitanie.

Pour rétablir un cadre d'observation de la participation à "360 degrés" en intégrant autant la question du lien social, du rapport au collectif, du niveau d'inclusion dans la gouvernance des organisations comme des actions menées, que le sujet essentiel de l'émancipation et du pouvoir d'agir comme celui du contexte collectif permettant la pérennisation des projets, **7 critères ont été choisis et les verbatims lus sont issus de ces entretiens.**

Pour chacun de ces critères, des freins et des leviers ont été identifiés.

Les 7 critères et les verbatims associés

Critère 1 : Implication individuelle des personnes précarisées / Niveau d'implication des personnes précarisées / Ressenti des personnes précarisées

Freins

- Il n'est ni facile ni naturel d'entrer en contact (Caracole 31)
- Il y a beaucoup de "gens qui souhaiteraient s'impliquer mais, faute de moyens ou de temps, ne le peuvent pas (Les Invisibles 31).

Leviers

- L'existence de temps informels facilite l'implication dans le projet et permet d'avoir différents niveaux d'implication de la part de ses adhérent·e·s (Caissalim, 31).
- La méthodologie d'animation peut favoriser l'intelligence collective, les gens deviennent acteurs. (Colibris, 30). Il y a une plus forte implication quand les habitant·e·s des quartiers et les paysan·ne·s co-organisent la Fête des Savoirs-faire paysans (GAB, 65).
- De même, l'implication se renforce grâce à des ateliers cuisine où des plats sont élaborés avec des produits locaux (Maillon Solidaire, 66).

Critère 2 : Lien social et rapport au collectif - Initiative créatrice de liens sociaux ? (Transformation sociale)

Freins:

- Plusieurs enjeux émergent lors de la création d'un collectif citoyen : la sensibilisation, la connaissance et l'appropriation de celle-ci, ainsi que la multiplication des angles de vue (Tiers-Lieu ORRIS, 09)
- Il y a parfois des difficultés à cause des nombreuses personnalités fortes présentes (Bio Ariège-Garonne HmmLab, 09).
- Saisir la complexité d'un sujet et les objectifs à atteindre peut devenir une condition pour que les personnes non professionnelles s'impliquent au sein d'un collectif (Tiers-Lieu ORRIS, 09)

Leviers:

- Construire une culture commune (Bio Ariège-Garonne HmmLab, 09)
- Remettre du collectif au sein des enjeux de société ; car ceci est mis à mal par une société qui prône l'individualisme et la compétition (PETR Ariège, 09).
- La notion d'espace commun est importante pour renforcer le rapport au collectif. Le lien social est plus valorisé par le fait de se retrouver autour de l'humain qu'autour d'un objectif commun seul (PETR Ariège, 09)

Critère 3 : Gouvernance et délibération - Qui prend les décisions, pourquoi et comment ?

Freins

- En raison de la diversité des statuts des individus, la décision n'est pas toujours formalisée. Ainsi, différentes échelles de prise de décisions se créent et tous les publics ne peuvent pas être impliqués à tous les niveaux (Tiers Lieu ORRIS, 09).

Leviers

- Le collectif doit savoir écouter pour comprendre les demandes non exprimées, en fonction des situations (Les Invisibles, 31).
- Grâce au questionnaire individuel, on propose un meilleur accueil et une meilleure prise en compte des souhaits des personnes concernées (Secours Catholique - Délégation Tarn-Aveyron-Lozère, 12).

Critère 4 : Une initiative source d'émancipation citoyenne (démocratie économique, pouvoir d'agir du citoyen) *et de transformation systémique sur le long terme (le modèle économique, son inscription dans le temps)*

Freins

- Il y a une dépendance financière vis-à-vis des subventions (Tiers-Lieu ORRIS, 09)
- Et parfois les organisations ne parviennent pas à trouver du financement (Les Invisibles, 31)
- Il y a la question du modèle économique qui pour l'instant est basé sur des demandes de subventions et des financements publics, ce qui n'est absolument pas sécurisant (Communauté de Communes du Haut-Allier-PAT CLS, 48).
- À long terme, l'initiative ne pourra pas perdurer sans financement citoyen. L'enjeu est donc d'obtenir des financements auprès de fondations extérieures (Colibris, 30)
- Disposer d'un lieu, c'est cependant, ce qui manque le plus souvent. (Tiers-Lieu ORRIS, 09).

Leviers

- Un des leviers pour faciliter les transitions alimentaires serait d'informer les publics sur les problématiques liées. Il s'agit de passer de la simple transmission d'informations à la co-construction. Intégrer des observations venues de projets extérieurs nourrit une vision à long-terme par la mise en lien entre initiatives (Bio Ariège-Garonne HmmLab,09).

Critère 5 : Dignité et reconnaissance de droits et pratiques culturelles

Freins

- L'expertise citoyenne est difficilement reconnue par les "expert-e-s" en tant que telle, d'autant que les personnes ont généralement besoin d'une vulgarisation des propos tenus par ces mêmes "expert-e-s" (PETR Ariège, 09).
- Il est difficile de réellement mettre en valeur les connaissances des personnes concernées de manière concrète (AlimEco, 31)

Leviers

- Il faut faire preuve de vigilance quant à la place accordée à chaque participant-e dans le groupe (Caissalim, 31).
- Ce qui est important est la création d'un espace de confiance et d'un cadre flexible pour que chaque habitant-e en fonction de sa situation se sente libre de venir ; les personnes sont venues car elles ont suffisamment confiance et qu'il y a une forme de réciprocité dans les échanges (Les Invisibles, 31).

Critère 6 : Capacité d'adaptation de l'initiative

Freins

- La capacité d'adaptation est déterminée par le nombre et la disponibilité des personnes, ainsi que par leur volonté d'assumer l'ampleur du projet. En général, on se demande si le public partage l'urgence de remettre en question telle ou telle partie du projet. En fait, c'est souvent par ignorance que l'on se dit : " Bon, ils ne vont pas y aller, ça ne va pas répondre, ...".C'est souvent en expliquant les choses, en verbalisant, que les malentendus se dénouent (Mix'Agrumes, 31).

Leviers

- Comme l'accompagnement est conçu en collaboration avec les acteurs du territoire, dont les citoyen-ne-s, l'initiative s'adapte beaucoup mieux. L'assemblée a été définie par les citoyen-ne-s, qui la construisent (Colibris, 30).
- En cas de conflit, le dialogue est encouragé (Caracole, 31)
- La communication ouverte permet d'ajuster au quotidien ce que les personnes font et la manière dont elles le font à Alimeco (31).

Critère 7 : Intégration dans l'écosystème territorial (coopération, plaidoyer commun) et de transformation systémique sur le long terme (le modèle économique, son inscription dans le temps)

Freins

- Le travail de plaidoyer commun se poursuit dans des logiques d'action, de coopération et de décloisonnement, par exemple relier les systèmes alimentaires aux questions de santé. Avoir un plaidoyer plus global est une nécessité car le niveau local est insuffisant. (Communauté De Communes Du Haut-Allier-Pat Cls, 48)
- Il existe des freins à la participation : le temps de travail ou d'activité. Lorsqu'il y a duplication des efforts, les personnes, et par conséquent l'implication, s'épuise. (PETRariège, 09).
- Parfois, une petite partie du collectif est intéressée, tandis que l'autre partie, pour diverses raisons n'est pas du tout impliquée. (Maillon Solidaire, 66).
- Les déplacements dans un contexte rural se posent de manière cruciale : est-il pertinent d'imposer indirectement aux personnes vivant dans des communes plus éloignées d'emprunter leur voiture pour participer aux réunions ? (Tiers-Lieu Orris, 09)

Leviers

- De nouveaux processus démocratiques sur les questions alimentaires peuvent amorcer la création d'un système différent et adapté (HmmLab, 09).
- Le principal changement systémique est lié au regard porté sur les personnes concernées par des situations de précarité et la place qu'on leur laisse dans la prise de décision : les bénévoles des institutions de l'aide alimentaire ne doivent pas les voir comme des bouches à nourrir ou des personnes qui viennent faire la queue. Les personnes concernées doivent être respectées notamment lorsqu'elles refusent certains aliments pour des raisons culturelles (Secours Catholique - Délégation Tarn- Aveyron-Lozère, 12).
- L'essaimage se fait au travers de la transmission de connaissances plutôt que par l'application d'une méthodologie (Bio Ariège-Garonne HmmLab, 09)
- Relation avec le territoire sous l'angle du travail en commun : il s'agit de tisser ensemble, à partir de sa propre pratique, ce qui peut faire déjà du commun mais aussi être complémentaire par rapport à ce qui se fait déjà par d'autres acteurs (Mix'Agrumes, 31)



10h00 ATELIER "MARMITE ET COURT-BOUILLON"

Intervenants:

- Nahuel Angelinetti, AlimEco
- Naël Peigner, MES Occitanie
- Bérénice Dondeyne, MES France

Autour de quatre questions (en lien avec les 7 critères du projet Nourritures Terrestres), cet atelier interactif visait à dresser les recettes d'une implication citoyenne de tous·tes pour une ALIMENTATION choisie accessible à tous·tes" et à croiser les témoignages entre citoyen·nes et acteur·rices de la démocratie alimentaire!

Q1 : Pourquoi je participe au groupe ? Quels sont les besoins ?

(Critère 1: Implication individuelle)

Q2: Comment je prends ma place dans ce groupe ?

(Critères 2 et 3 :lien social et rapport au collectif, gouvernance et délibération)

Q3 : C'est quoi l'alimentation accessible ? Si vous étiez ministre, qu'est ce que vous feriez pour une alimentation choisie, accessible, locale ?











(Critères 4 et 5: émancipation citoyenne et, dignité des droits culturels)

Q4 : Pourquoi se rapprocher d'autres projets et comment on fait ?

(Critères 6 et 7: capacité d'adaptation de l'initiative et intégration dans l'écosystème)

Déroulement de l'atelier

- 10 tables: 10 à 12 participants par table

				
Pommes	Fraises	Pois chiches et lentilles	Chou-Fleur	Artichaud
				
Carottes	Épinards	Champignons	Rhubarbe	Pamplemousse

- Les participants de chaque table (10 au total) étaient invités à répondre aux 4 questions (15 mn par question)
- A l'issue de la réflexion sur les 4 questions, chaque table devait proposer:
 - **Une phrase magique** (synthèse des échanges)
 - **Une idée à fort impact**
 - **Une idée réaliste**
 - **Une idée nouvelle,**

L'idée étant d'essayer de créer le changement à partir de tout ce qui se fait déjà et tout ce qu'il est possible de faire pour l'avenir, sur l'éducation, la participation citoyenne, la démocratie alimentaire...

- Chaque table a ensuite présenté au collectif le fruit de leurs réflexions (cf Restitution "Mets et Délices")





12H00

INITIATIVES DE DÉMOCRATIE ALIMENTAIRE A TRAVERS LA PLANÈTE

Intervenants:

- Le GESMIP (Groupement des Epiceries Sociales et Solidaires de Midi-Pyrénées),
- RIPESS Europe (présentation du mouvement Nyeleni pour la souveraineté alimentaire).

Exemple du Brésil:

Article de Yannick Saint-Cébé et Florence Pinton: *“Gouverner la sécurité alimentaire au Brésil une approche sociale et participative des politiques alimentaires “*

<https://books.openedition.org/pur/146050>

- **Organisation de conférences nationales** qui constituent un processus délibératif courant de transmission et de dialogue vers la société civile. Des états avec des réalités aussi différentes dans leur contexte géographique, culturel se retrouvent pour discuter au sein de conférences nationales. Ces conférences ne sont pas des arènes politiques où se négocient des accords, mais ce sont des agoras où les personnes directement concernées par le problème sont formées à l'élaboration de politiques publiques et à la représentation des intérêts de leur communauté.
- **Élaboration de plans nationaux de l'alimentation à 5 ans**, intégrant, un travail préparatoire, décentralisé et ascendant, qui permet l'appropriation des enjeux du droit humain à une alimentation adéquate par les participants qui viennent de tous les pays.

Il y a un aspect de formation, d'éducation. Il faut savoir que le gouvernement a décidé aussi de soutenir le travail de tous ces délégués qui participent à des conférences, de les soutenir aussi financièrement pour qu'ils puissent travailler et collaborer et participer à ces conférences. Mais ce qui est intéressant, c'est que ces conférences ne sont pas que nationales. En fait, elles sont la déclinaison de ce qui se passe sur les territoires. Il y a des conférences municipales, il y a des conférences territoriales au niveau de chaque État, comme il a été dit. Et la conférence nationale se nourrit de la déclinaison de ces conférences. Par exemple, en 2015, des centaines de conférences se sont tenues à l'échelon local, ce sont plus de 9 000 participants représentant de multiples segments de la société civile qui ont pris part au processus et en particulier les plus vulnérables comme les opérateurs d'un changement social à venir.

Les mouvements internationaux

Plusieurs mouvements internationaux concourent à travailler sur le droit à l'alimentation et à la souveraineté alimentaire. La souveraineté alimentaire, c'est arriver à une forme d'auto-suffisance. C'est arriver à se nourrir, en tout cas, localement, dans son lieu de vie. C'est environ depuis les années 90, que ce droit se construit. C'est très long, c'est beaucoup de militants. C'est aussi des gens qui, parfois, meurent dans les pays, notamment en Amérique du Sud. Les personnes sont criminalisées et donc peuvent en mourir.

URGENCI

Les AMAP (Associations de Maintien de l'Agriculture Paysanne) sont regroupées en réseaux régionaux et parfois nationaux, mais il y a également un réseau international qui s'appelle Urgenci. C'est le réseau des AMAP dans le monde entier (en France il y a environ 4000 AMAP qui représentent 200 000 personnes). Donc on imagine ce que cela peut représenter dans le monde entier. Ce réseau international a beaucoup travaillé sur cette reconnaissance de la souveraineté alimentaire par les Nations Unies. Urgenci a une notion très intéressante, celle de "Community Support", que l'on peut traduire par communauté de soutien à l'agriculture. Et c'est bien l'idée fondamentale qui nous traverse ici, c'est de dire que les citoyens et les citoyennes peuvent entourer, soutenir une agriculture locale et paysanne. Ce sont des communautés humaines, citoyennes, qui sont en soutien de l'agriculture locale. C'est une idée essentielle qui se retrouve dans toutes les initiatives portées.

Le mouvement Nyeleni

Ce mouvement représente environ 182 organisations locales et nationales, 81 pays d'Asie, d'Afrique, d'Europe et des Amériques. Ce sont 200 millions de petits producteurs.

Le mouvement Nyeleni se réunit parfois et en 2025 ce sera au Bangladesh. Ils ont une déclaration commune qui est intéressante à revisiter. Voici les derniers points de cette déclaration.

Il s'agit de trouver les vraies solutions aux multiples crises causées par le capitalisme colonial

Il faut:

- **Remettre en question** et transformer les structures au lieu de les reproduire
- **Cultiver l'autonomie** et non la dépendance
- **Donner la priorité à la valeur d'usage** et non à la valeur d'échange,
- **S'organiser collectivement** et non par le biais de projets individualisés
- **Construire des processus horizontaux**, pas des hiérarchies
- **Renforcer la capacité de lutte et de transformation.**

Donc, la lutte n'est pas un mauvais mot, ce n'est pas un mot, comment dire, rejeté par le mouvement Nyeleni. Au contraire, il a toute sa noblesse. Agir sur la base de la culture, votre culture, vos cultures et du relationnel et non du productivisme.

Le MES France participe au mouvement Nyeleni avec Urgenci, mais aussi au Réseau International de Promotion de l'Économie Sociale et Solidaire (RIPESS) dont il y a une section en Europe et une section en Afrique. Ce qu'il faut garder en tête, c'est que toutes les petites initiatives locales comptent autant que les initiatives en Algérie, en Tunisie ou au Maroc, et c'est en se renforçant aussi bien au niveau local, national qu'international, que les choses peuvent basculer politiquement et économiquement.



14h00 RESTITUTION “METS ET DÉLICÉS”


Intervenants:


- Un représentant de chaque table


Retour sur l’atelier “Marmite et court-bouillon”: partage des réflexions sur de nouvelles solutions pour lutter contre la précarité alimentaire.


Un représentant de chaque table est invité à présenter les idées clé issues de leur réflexion collective durant l’atelier “Marmite et court-bouillon”:

- **La phrase magique** qui est en quelque sorte une synthèse des échanges
- **L’idée à impact fort**
- **L’idée réaliste**
- **L’idée nouvelle**

	TABLE POMMES	
	Phrase magique	Cultivons nos écosystèmes désirables et participatifs!
	Idée à impact	Sécurité sociale de l’Alimentation avec garantie de revenus pour producteur.ices et les autres
	Idée réaliste	Combien coûtent les prix bas ? Transparence des coûts induits
	Idée nouvelle	Ne pissons plus dans l’eau potable (/ toilettes sèches)

	TABLE FRAISES	
	Phrase magique	Créer un cercle vertueux de l’alimentation soutenable, durable avec des producteur.ices et travailleur.euses bien rémunéré.es. Accès géographique, économique, matériel, connaissances
	Idée à impact	Mettre en place la sécurité sociale de l’alimentation
	Idée réaliste	Faire des alliances pour porter un plaidoyer co-construit
	Idée nouvelle	Créer un programme d’écoute des politicien.nes: écouter les citoyen.nes Fête de l’alimentation: dans la rue partout, on ne peut pas passer à côté Cuisines partagées dans chaque commune

	TABLE POIS CHICHES ET LENTILLES	
	Phrase magique	Remettre l'alimentation au centre de la "cité"
	Idée à impact	Aligner la production agricole sur une alimentation saine, de qualité et accessible
	Idée réaliste	Mise en place d'une sécurité sociale de l'alimentation (ssa)
	Idée nouvelle	Favoriser et encourager l'installation de maraîchers, d'agriculteurs et plus généralement de producteurs durables comme alternative à l'agro-industrielle.

	TABLE CHOU-FLEUR	
	Phrase magique	"Pas à pas, changeons ensemble !"
	Idée à impact	Sécurité sociale de l'alimentation généralisée
	Idée réaliste	"Convention citoyenne de l'alimentation et de l'agriculture avec déploiement de ses actions"
	Idée nouvelle	Revoir notre rapport au temps : échelle individuelle ; échelle collective ; échelle foyer ; échelle territoriale ⇒ pour pouvoir choisir son alimentation. Prendre soin de prendre le temps


	TABLE ARTICHAUD	
	Phrase magique	«Nous défendons le droit à une alimentation digne, accessible et choisie <u>pour et par</u> toutes et tous dans un esprit de convivialité et d'échange.»
	Idée à impact	Mettre en place une/la sécurité sociale de l'alimentation à l'échelle nationale et les budgets qui vont avec.
	Idée réaliste	Inscrire le droit à une alimentation de qualité par tous-tes dans la constitution
	Idée nouvelle	Créer un "festival de l'alimentation" choisie, simultanée dans plusieurs territoires, accessible, inclusif, participatif, joyeux, convivial, humain.


TABLE CAROTTES		
	Phrase magique	Pour bien vivre demain, prenons soin de notre alimentation et de notre agriculture aujourd'hui.
	Idée à impact	0% de taxe sur les fruits et légumes et les produits de première nécessité
	Idée réaliste	Sensibilisation au bien-manger tout au long de la scolarité
	Idée nouvelle	Intégrer l'alimentation dans les plans communaux de sauvegarde





TABLE ÉPINARDS		
	Phrase magique	Faire sortir de l'économie libérale capitaliste certains secteurs: alimentation, santé, éducation
	Idée à impact	S'intéresser et donner les moyens à la restauration collective (scolaire, hospitalier, partage) pour une alimentation plus saine et durable
	Idée réaliste	Intégrer l'alimentation et ses enjeux (santé) dans les programmes scolaire
	Idée nouvelle	Systèmes de financement qui permettent l'approvisionnement local, généraliser la sécurité sociale de l'alimentation

TABLE CHAMPIGNONS		
	Phrase magique	"Pour vous, pour la planète, pour l'économie, pour votre alimentation, pour votre santé, pour l'écosystème, utilisez des produits bruts !"
	Idée à impact	Modifier les systèmes de production/distribution Remettre l'éducation à l'alimentation au centre des programmes
	Idée réaliste	Modification de la PAC (=> calcul à l'actif)
	Idée nouvelle	Limitier la publicité et le marketing sur les produits ultra-transformés ⇒ Utiliser ces fonds pour financer les politiques publiques en faveur de l'accès à l'alimentation

	TABLE RHUBARBE	
	Phrase magique	C'est le problème de la sécurité alimentaire et non de la précarité. Si l'autre n'est pas en sécurité, je ne suis pas en sécurité. Sachons nous écouter.
	Idée à impact	Projet de loi sur l'alimentation Couverture médiatique
	Idée réaliste	Programme regroupant tous projets de la thématique Partage des ressources entre particuliers (excès de production des jardins) Jardins partagés "Incredibles edibles" "Incroyables comestibles" (faire pousser partout)
	Idée nouvelle	Aborder le problème différemment, définir vocabulaire et valeurs.

	TABLE PAMPLEMOUSSE	
	Phrase magique	Ensemble on est plus vrais et plus forts pour faire vivre la démocratie alimentaire
	Idée à impact	Sortir de l'alimentation du système libéral Créer une exception alimentaire : sortir de l'alimentation du système libéral
	Idée réaliste	Mettre en place des concertations citoyennes suivis d'effets
	Idée nouvelle	Expérimenter une sécurité sociale de l'alimentation à l'échelle d'un département



15h00 UNE PINCÉE DE RECHERCHE

Intervenants:

- Marie Walsler, Chaire Unesco Alimentations du monde,
- Thomas Selencques, coordinateur de l'Appui (épicerie au Mirail)

Retour sur les échanges de l'atelier "Marmites et Court-Bouillon", et la restitution "Mets et Délices"

Présentation de la Chaire Unesco Alimentations du monde par Marie Walsler:

La Chaire Unesco Alimentations du monde fait du dialogue science-société et s'intéresse de manière générale aux transitions des systèmes alimentaires et plus particulièrement, depuis trois ans, à ces questions d'accès de toutes et tous à une alimentation choisie et de qualité.

Perspectives de la recherche sur ces questions:

★ Les grands principes de la démocratie alimentaire

La démocratie alimentaire a pour objectif de redonner du pouvoir aux citoyens et aux citoyennes sur leur alimentation. L'alimentation c'est un bien commun, c'est du lien social, c'est du goût, c'est de la santé, c'est du plaisir, c'est penser aux générations futures, c'est du maintien d'écosystèmes, c'est une vision extrêmement multidimensionnelle de l'alimentation. Le marché prend l'alimentation plutôt comme une marchandise ayant une finalité économique et de ce fait tend à laisser de côté tout un pan des fonctions de l'alimentation. Et c'est pour cela qu'il est essentiel de réfléchir à comment en tant que société civile on peut remettre au cœur de notre système alimentaire cette multidimensionnalité de l'alimentation.

Pour nous l'alimentation c'est un bien commun, c'est du lien social, c'est du goût, c'est de la santé, c'est du plaisir, c'est penser aux générations futures, c'est du maintien d'écosystèmes, c'est une vision extrêmement multidimensionnelle de l'alimentation là où le marché lui évidemment prend l'alimentation plutôt comme une marchandise qui a une finalité qui est plutôt économique et de fait qui tend à laisser de côté tout un pan des fonctions de l'alimentation. Et c'est pour cela qu'il est essentiel de réfléchir à comment en tant que société civile on peut remettre au cœur de notre système alimentaire cette multidimensionnalité de l'alimentation. Et donc il s'agit pour nous, en tant que mangeurs-mangeuses, de reprendre du pouvoir.

Tim Lang et les autres chercheurs-chercheuses qui ont travaillé sur ces questions-là ont regardé avec attention les différentes initiatives qui s'inscrivent dans cette perspective de démocratie alimentaire, ont essayé d'en retirer des grands principes.

Les idées retenues par chacune des tables de l'atelier "Marmite et Court-bouillon" rejoignent plusieurs de ces principes:

- 1) **La participation:** On ne peut pas avoir un système démocratique sans s'assurer qu'il y a une place affirmée pour chaque citoyen, afin qu'il participe à la décision (concertations et ou conventions citoyennes, programmes d'écoute de citoyens...) Aussi, la transparence est nécessaire pour que les citoyens et citoyennes soient en mesure de décider collectivement, ils ont besoin d'être informés de l'ensemble des enjeux qui ont trait notre alimentation. Par exemple, ils ne se rendent pas compte qu'ils évoluent dans un système qui coûte beaucoup à la société (coûts cachés de l'alimentation) et le fait de le savoir permet de porter un regard nouveau sur les choix à faire pour le système alimentaire. Cela peut passer par de la sensibilisation ou la diffusion d'études par exemple.

- 2) **L'accès:** Il n'y a pas un seul accès à une alimentation choisie et de qualité. Il y en a plusieurs. Cela passe par des dispositifs qui répondent à l'ensemble des besoins. Et c'est important de penser cet accès du point de vue de celles et ceux qui ont le plus de contraintes: les personnes concernées. **"Tout ce qui est fait pour nous sans nous est fait contre nous."** Il faut garder cette phrase en tête pour concevoir des dispositifs d'accès qui répondent aux besoins, notamment à ceux des plus fragiles. plus fragiles

- 3) **La qualité (ou les qualités):** La démocratie alimentaire s'inscrit nécessairement dans cette perspective de transition vers un système alimentaire qui promet une alimentation de qualité au pluriel. Encore une fois, qualité pour nous en tant qu'individus, pour nous en tant que société, pour notre planète, nos écosystèmes et aussi pour les générations futures. C'est un système qui s'inscrit dans une perspective systémique. Et toutes les idées évoquées rendent bien compte de cela. (la politique agricole commune au niveau européen, les médias et le marketing, la restauration collective, la sensibilisation au niveau des écoles, nouveaux dispositifs de solidarité, comment faire travailler autrement l'ensemble des acteurs de la chaîne alimentaire...) Ces différents maillons sont essentiels aussi bien à l'échelle locale, nationale et internationale pour pouvoir transformer le système et donc activer une diversité de leviers.

- 4) **L'action collective:** ou comment faire réseau (cf Q4 de l'atelier "Marmite et Court-Bouillon") pour s'inspirer, pour faire du plaidoyer ensemble, pour partager des ressources de la connaissance pour partager, se faire plaisir et garder la convivialité au coeur des dynamiques collectives puisque c'est aussi cela l'alimentation. C'est refaire société, refaire commun autour d'un objet qui nous anime toutes et tous. C'est envisager des dispositifs comme la SSA (Sécurité Sociale de l'Alimentation) mais aussi d'autres dispositifs de démocratie alimentaire, et ils sont nombreux. L'important c'est l'ancrage dans les territoires.

★ La démocratie alimentaire en action

Les grands résultats de la Caisse d'Alimentation Commune de Montpellier

La CACM un dispositif économique qui permet à des personnes de bénéficier d'un budget consacré à leur dépense alimentaire, à dépenser dans un réseau de ventes conventionnées qui propose une alimentation de qualité. Les résultats de ce dispositif économique ont montré qu'il permettait:

- d'écologiser des pratiques, d'amener les gens à aller vers une alimentation qui soit plus durable, plus qualitative, plus locale, plus bio par exemple
- de réduire la précarité alimentaire (budget sauvegardé pour des personnes qui sont en prise avec des difficultés économiques)
- de retrouver une diversité dans leur alimentation, une qualité, mais aussi retrouver du plaisir à inviter les voisins-voisines (estime de soi, socialisation)

A ce stade, l'expérimentation ne permet pas de jouer sur la structuration des filières en amont, parce qu'elle s'étend sur une trop petite échelle.

La CACM de Montpellier, comme dans beaucoup d'autres villes, place au cœur de son fonctionnement les citoyens/citoyennes. À Montpellier, ça se traduit par un collectif qui s'appelle 'le comité citoyen', composé d'une cinquantaine de citoyens/citoyennes de la métropole de Montpellier, dont la moitié sont en situation de précarité alimentaire. (élément fondamental parce que c'est vraiment l'incarnation politique de ce projet qui vise à refaire tous ensemble société autour de l'alimentation). Le comité citoyen se limite à 50/60 personnes car la contrainte collectivement identifiée est celle de l'opérationnalité de son fonctionnement (Au-delà, l'instance est difficile à faire fonctionner). C'est un comité tournant: une partie du comité citoyen laisse ses sièges une ou deux fois par an et sont remplacés par de nouveaux expérimentateurs qui ont un mandat de un ou deux ans. Ce système de renouvellement permet de faire tourner progressivement pour une meilleure acculturation des nouveaux entrants par les anciens membres du comité

Ce comité est en mixité sociale. Comment la mixité sociale a-t-elle été atteinte? En sortant du réseau de convaincus pour pouvoir encore une fois repartir des besoins des premiers concernés et de porter la voix des personnes qui ne viennent habituellement pas dans les sphères de décision, en se reposant sur le tissu associatif local qui connaissait les personnes, les publics qui étaient en difficulté, mais qui étaient aussi intéressés par les questions de l'alimentation pour inviter les personnes à rejoindre ce comité citoyen. Ce sont des personnes qui ont trouvé un sentiment d'appartenance qui est extrêmement fort. Donc ces démarches d'aller vers sont fondamentales pour avoir une gouvernance qui soit en mixité.

L'animation de ce comité repose sur des postures et des méthodes d'éducation populaire, qui visent avant tout à reconnaître l'égalité de la parole et de la place de chacun et chacune. Les grands résultats de ce fonctionnement du comité citoyen ont été le développement d'un pouvoir d'agir à l'échelle individuelle, c'est-à-dire une meilleure connaissance et compréhension du fonctionnement du système alimentaire. A l'inverse, pour les personnes qui n'ont pas de difficultés économiques, c'est une meilleure compréhension de la précarité alimentaire (à partir de l'expérience d'autres membres du collectif).

Le Comité Citoyen permet également de

- **Développer des compétences** comme prendre part à des débats, prendre la parole en public, prendre des décisions, arbitrer (qui sont également utilisées au quotidien en dehors du cercle du comité citoyen). Les personnes se sentent plus légitimes, ont une meilleure estime d'elles-mêmes et osent prendre une place dans la société qu'elles n'osaient pas prendre avant.
- **Développer le pouvoir d'agir individuel et collectif**. Cela se traduit par les décisions que les personnes sont en capacité de prendre ensemble, des débats menés ensemble, et par le développement de cette connaissance de causes communes. Il y a une véritable identité collective qui permet de défendre ce projet en dehors. (les premières réunions de ce comité citoyen, c'est 50 personnes qui viennent de milieux extrêmement différents, qui ne se connaissent pas et qui n'ont potentiellement rien en commun. Et deux ans après, elles se considèrent comme une famille et peu importe les différences de points de départ)

Mais, il ne faut pas oublier que ces processus participatifs rencontrent aussi des limites: L'autocensure, le temps d'appropriation des sujets... Des rapports de pouvoir peuvent se réinstaller constamment même si on cherche à les limiter. Rapports de classes sociales, rapports de genre...Une vigilance permanente est de rigueur pour les personnes qui animent ces collectifs afin de les limiter le plus possible.

La participation, c'est un triptyque.

- 1) **C'est d'abord prendre part:** avoir un espace dans un dispositif, avoir une place.
- 2) **C'est donner une part:** Donc c'est avoir l'opportunité de contribuer à ce dispositif, d'apporter quelque chose de soi. Cela peut être apporter du vécu, apporter une expertise, apporter du temps, apporter une compétence parce qu'on sait cuisiner et qu'on veut s'investir à ce niveau-là dans le collectif. En tout cas, c'est pouvoir donner une part de soi.
- 3) **C'est recevoir une part:** Il est important que chacun et chacune dans un dispositif participatif puisse bénéficier aussi du dispositif. Ça va être le fameux développement de connaissances, de compétences, d'estime de soi. Ça va être une rétribution financière. Ça va être une rétribution symbolique. Mais il faut que la participation de chacun s'inscrive dans cette dynamique collective et qu'elle puisse se traduire par un bénéfice.

★ **Comment les questions de démocratie alimentaire viennent interroger la recherche? Comment faire de la recherche de façon plus démocratique?**

Toutes ces dynamiques autour de la démocratie alimentaire viennent interroger les chercheurs, chercheuses, sur la façon dont ils font de la recherche. Importance de travailler collectivement en partant de soi dans la recherche des savoirs, des personnes qui ont l'expérience de vie et où l'expérience de terrain des situations. Et c'est pour cela que de plus en plus de démarches de recherche-action participatives sont mises en place pour faire, ce qu'on appelle, du croisement de savoirs entre différents groupes de personnes qui ont des expertises spécifiques. Ce qui réinterroge la posture des chercheurs: posture d'accompagnateurs (et pas de sachants) pour faire émerger les savoirs, les mettre en pratique, les problématiser. La recherche-action, c'est faire de la recherche en collectif sur les terrains d'enquête et sur les résultats qui en sont issus, pour s'assurer que tout le monde puisse en bénéficier. C'est restituer vraiment à tout le monde et faire en sorte que chacun puisse s'en saisir. Par la suite, il s'agit de s'en servir comme des éléments de plaidoyer dans les sphères que chacun et chacune jugent pertinentes et d'aller porter cette question de alimentation à un niveau plus politique

Présentation des travaux de recherche sur "Les étudiants et l'alimentation" par Thomas Senlecques

L'Appui, qui est une épicerie solidaire pour les étudiants, au Mirail. L'idée de l'Appui, à la base, c'était de faire faire des économies aux étudiants pour qu'ils puissent avoir accès à la culture, à des équipements, à de l'alimentation saine pour pouvoir vivre décemment. À l'Appui, la plupart de nos bénévoles et même les services civiques sont des résidents.

De plus en plus d'étudiants ne peuvent plus s'alimenter comme ils le désirent pour des raisons de budget mais aussi d'accès: Ils ne peuvent pas forcément se déplacer dans des endroits, par exemple, à la ferme ou au marché. L'idée de l'Appui, c'est de soutenir et d'épauler quotidiennement les étudiants. Les principales missions sont de sensibiliser et vulgariser la nutrition, par exemple.

En ce moment, les échanges avec les nutritionnistes concernent les problématiques comme l'endométriose, les problèmes de santé en général, et les effets positifs de la nutrition sur les maladies.

La thèse de Thomas Senlecques est de travailler sur les questions sur "Etudiant et alimentation: est-il un mangeur en capacité de manger sainement?"

Séquence de questions/réponses

Q1: C'est parce qu'il est étudiant ou parce qu'il n' a pas eu d'éducation à l'alimentation?

L'éducation alimentaire se fait d'emblée avec la culture alimentaire qu'on a inculquée à la personne, que ce soit vous et moi. On a tous eu une éducation alimentaire. En réalité, la plupart des étudiants mangent bien. Ils sont très au courant de ce qui se passe dans le système alimentaire. Ils ont beaucoup de mal, je pense, à accepter de manger des chips, par exemple. Mais c'est ce qu'on leur propose la plupart du temps dans les épiceries. Après, on parle toujours de l'alimentation plaisir. Mais, par exemple, pour donner un exemple concret, grâce au GEMIP, l'Appui arrive à avoir des produits comme des lentilles, des pâtes, du riz, bio. Un autre élément à prendre également en compte c'est le logement étudiant, dans lequel il y a très peu d'équipement (deux plaques de cuisson et avec un peu chance un micro-ondes). D'un autre côté, on peut cuisiner simplement avec une poêle et une plaque de cuisson.

Q2: L'étude et les observations portent-elles seulement sur les étudiants du Mirail ou sur des étudiants qui ont d'autres parcours scolaire ?

L'idée à terme est d'avoir une enquête sur plusieurs épiceries de la région, notamment Montpellier, où je suis en lien avec une sociologue qui s'appelle Marie Castell d'Asia. Mais le principal terrain d'enquête est de travailler sur Toulouse, l'idée étant d'ouvrir plusieurs petites épiceries dans chaque résidence universitaire de Toulouse pour compléter le terrain mais aussi pour avoir plusieurs visions (cultures alimentaires et populations différentes).

Q3: De quelle façon honorez-vous, valorisez-vous les personnes accueillies dans vos structures?

(Question pour le public de Thomas Senlecques, car à l'Appui c'est un grand questionnaire. Très impliqué émotionnellement avec les étudiants, il aimerait en faire en sorte que ce soit un lieu de vie où ils se sentent bien et où ils sentent le plus à l'aise possible)

Les participants se lèvent et prennent tour à tour la parole. Si les initiatives se ressemblent, elles se regroupent ensemble, si elles diffèrent, elles se positionnent un peu plus loin.

- ★ **Projet du BlaBla Café:** le mercredi matin, les travailleurs sociaux accueillent le public. Chacun est reçu par une assistante sociale qui propose jus de fruits, gâteaux...Les discussions sont libres et des activités sont proposées. C'est important que les gens se sentent vraiment accueillis, qu'il n'y ait plus de différences entre les professionnels et les citoyens qui viennent les rencontrer pour une question, un service. Les personnes sont accueillies simplement avec un sourire, qu'il y ait rendez-vous ou non. On leur propose de faire partie de l'action qu'il souhaite. C'est un espace ouvert: le travailleur social ne se positionne pas avec un savoir ce qui leur permet de s'exprimer plus librement. De temps en temps une sortie ou une activité sont proposées (repas, cours de danse, cours de dessin proposés par les habitants...). L'accueil est le plus convivial possible.

- ★ **Témoignage d'un bénévole et bénéficiaire de l'appui**, étudiant dans la résidence Constantinople. En étant des deux côtés, il a vraiment l'impression d'être valorisé en tant que personne. L'alimentation proposée ne donne pas l'impression d'être pauvre: c'est une alimentation saine qui rentre dans son budget (la majorité des étudiants s'alimentent correctement et recherchent une alimentation de plus en plus saine). Toutefois, un sujet qu'on ne mentionne pas suffisamment: c'est que le handicap c'est vraiment une barrière dans l'accessibilité à une nourriture saine parce que si c'est un handicap moteur, psychique ou autre, cela demande déjà beaucoup d'énergie pour aller se ressourcer et là le fait d'avoir quelque chose à proximité et avec un choix alimentaire très vaste, permet d'avoir accès à une alimentation bien meilleure. Les étudiants de la résidence sont accueillis en tant que personne quels que soient leurs moyens. Être à l'écoute des bénéficiaires et de leurs besoins est important. Mais on leur propose également de découvrir de nouvelles cultures et des ressources pour faire en sorte qu'ils se sentent bien.

- ★ **Témoignage de l'Ecole Comestible à Toulouse**, association nationale qui vise à introduire l'éducation à l'alimentation dans les écoles pour les enfants de 5 à 12 ans et d'expliquer la chaîne de l'alimentaire du potager à la fourchette. Des cours et des parcours sont proposés soit dans les potagers de l'école soit dans des lieux publics. Des ateliers autour des sens et de la cuisine sont également proposés aux enfants. Les parents des enfants sont également invités à ces ateliers pour co-encadrer car ce sont les enfants qui font. Le mot clé c'est le mot de transmission parce que les enfants sont les citoyens de demain, les futurs étudiants. Donc on sème des petites graines en espérant que cela aboutisse à des choses positives. Avec l'appui des communes, des programmes sont co-construits avec les équipes pédagogiques des écoles. Dans un premier temps, il y a énormément de bénévoles pour appuyer ces projets mais également beaucoup d'experts, de prestataires rémunérés.

- ★ **Témoignage du participant à l'origine de la Question 3:**
Importance de sauter des barrières, sauter des murs et de faire en sorte que les étudiants honorent le quartier dans lequel ils habitent et qu'ils pensent à faire des ponts avec des initiatives comme la ressourcerie à l'université du Mirail. Le monde de l'éducation doit également faire des efforts pour participer davantage à l'évolution des quartiers dans lesquels ils sont, ils doivent les honorer.



15h30 DISCUSSION- ÉCHANGES

Intervenants:

- Isabelle Hardy, Vice-présidente du Conseil Départemental de la Haute-Garonne., en charge de la diversification économique, de l'économie sociale et solidaire (ESS)
- Julien Clotz, Conseiller Départemental, Président de la Commission Politique de la Ville
- Kenza, Association VRAC,
- Jean- Louis Clément, Réseau GESMIP,
- Nahuel Angelinetti, Association AlimEco
- Céline Libine, Déléguée CRPA Occitanie (Conseil Régional des Personnes Accueillies).

Une nouvelle culture de la participation et de l'écoute des personnes précarisées: quels freins et leviers ? La participation des publics est-elle un prérequis pour mettre en œuvre de nouvelles formes de politiques publiques ?

★ Association VRAC

L'acronyme signifie (Vers un Réseau d'Achat en Commun. VRAC est une association membre d'un réseau national dont l'idée est de favoriser la création de groupements d'achats dans les quartiers populaires pour rendre accessible à nourriture dite de qualité. Il s'agit d'avoir une nourriture de qualité dans les quartiers populaires. Ces groupements sont destinés aux adhérents et gérés par les adhérents. Les ventes concernent principalement les produits secs et d'hygiène avec des coûts réduits car il n'y a pas d'intermédiaires, le local et le vrac sont privilégiés pour limiter les emballages.

Quand on parle d'alimentation, tout le monde a une expertise personnelle. Tout le monde a des choix qu'il préfère. Concernant la question de la participation, ce n'est pas simplement mettre des gens dans la même salle et discuter. Tout l'enjeu est de créer un socle commun d'informations et de donner les capacités à chacun de s'exprimer. C'est un travail de longue haleine pour créer des liens de confiance entre les personnes. De nombreux freins existent au niveau des associations pour financer ce travail d'accompagnement. Comment financer ce temps, absolument nécessaire, pour que les personnes puissent participer sereinement? La notion de rétribution revient fréquemment et peut constituer un levier pour vraiment répondre aux besoins des gens qui participent. La question de la transparence est également: connaître les sujets de participation et savoir sur quoi on est capable d'agir. Enfin, les groupements d'achat sont comme des espaces de mixité sociale: les habitants des quartiers populaires ne sont pas les seuls à pouvoir acheter ou participer au groupement. **Il faut créer des espaces qui font collectif, décloisonner, déstigmatiser et créer du lien social. Il ne faut laisser personne de côté dans cette participation.**

La participation, c'est la prise de décision collective et comment cette décision peut agir réellement sur les projets. Quand on pense participation ça veut dire qu'on est prêt à modifier notre manière de faire, changer de direction de projet, assumer aussi une conflictualité qui peut avoir entre des intérêts de différents individus au groupe au sein de ces processus de participation donc il y a vraiment un enjeu aussi de partage de pouvoir et d'égalité, comment à partir de situations inégales on peut arriver à la fois à un même socle commun et comment on peut enrichir ce socle commun à partir de l'individualité et l'expérience vécue de chacun et chacune.

★ Association AlimEco

L'association AlimEco est une toute petite association créée il y a 4 ans. Elle travaille sur les questions d'alimentation: le 1er axe est l'aide alimentaire et le 2ème axe est l'accès aux habitants des quartiers Bagatelle, Faourette, Papus, Tabar et BordeLongue, à une alimentation saine et durable pour et par toutes et tous.

La question de la participation rejoint l'éducation populaire. C'est avant tout une intention, une démarche: les outils sont là pour mettre en œuvre la démarche. La question de l'intention est très importante: pourquoi souhaite-t-on que les personnes participent? Comment fait-on pour qu'elles participent? C'est ce que portent les valeurs de l'éducation populaire. Et c'est ce qu'AlimEco essaie de porter auprès de Caravalim, mouvement national d'éducation populaire au droit à l'alimentation. L'enjeu de l'intention est primordial pour "faire avec", et la démocratie c'est faire avec, c'est porter ensemble un projet collectif. On peut être en accord ou en désaccord mais justement on crée des espaces de discussions, des espaces de confiance où tout le monde se sent à l'aise pour partager son idée et faire évoluer aussi sa manière de penser. C'est la démocratie et de manière plus générale c'est comment on arrive à articuler tous les espaces de démocratie. Nos petites associations ont fait de la participation citoyenne à de très petites échelles. Les collectivités territoriales et même l'État souhaitent aussi faire de la participation citoyenne. L'enjeu aujourd'hui est de savoir comment articuler tout cela pour avoir un impact et réussir à modeler les politiques publiques à différentes échelles.

Aujourd'hui, on a parlé essentiellement de démocratie alimentaire, mais tout ce qui s'est dit peut être décliné dans toutes les politiques publiques.

Ce qu'il faut retenir de cette journée c'est:

- **La nécessité de renouer et de retisser la confiance, la solidarité, l'écoute**
- **Décliner le triptyque "prendre part, donner une part et recevoir une part",** triptyque évoqué par Marie Walsler (qui peut également s'appliquer à une collectivité)
- **Le fil conducteur de la journée, c'est ensemble.**

Différentes idées de l'atelier de la matinée, sont ressorties avec ce triptyque:

- Faire des alliances, des alliances entre associations, entre citoyens, entre groupes de citoyens, pour porter un message commun aux élus notamment, pour venir dire, en fait, nous tous citoyens, on pense ça, on souhaite ça, et on a besoin de vous que vous nous écoutiez.
- Créer un parcours d'écoute des élus ou des candidats aux élections de ce qu'on appelle les premiers concernés ou les personnes concernées. Il y a beaucoup de façons de faire changer le regard.
- Faire alliance à entre structures et à différents niveaux (territoires, Conseil départemental, les élus, les chargés de missions, la Métropole, la Région, les différents services de l'Etat...). Les citoyens doivent être acteurs, pas seulement pendant les élections, mais également entre deux élections, en fait, la participation et la démocratie, c'est aussi être acteur, tout au long du quotidien d'une société.

★ Le Conseil Départemental - Canton Toulouse 1 (Saint-Cyprien, Bagatelle, Casselardit, Cartoucherie).

La collectivité reconnaît l'importance de la culture de la participation. Le fait d'être à l'écoute et d'apprendre des personnes avec qui on veut travailler est important. Depuis 2015, le Conseil Départemental s'efforce de changer de culture justement pour aller vers les citoyens pour définir ensemble de nouvelles politiques publiques grâce, notamment, à des processus de concertation avec des questionnaires, des réunions publiques, une assemblée citoyenne où les personnes ont été tirées au sort. Toutefois, 3 freins sont apparus:

(1) le frein structurel: une personne en situation de précarité n'a pas forcément les moyens pour venir participer à des temps d'échange: il faut se déplacer, il faut que les enfants soient gardés... c'est pour cela qu'à l'assemblée citoyenne les personnes sont indemnisées (pour leurs déplacements, pour faire garder les enfants...)

(2) la défiance vis-à-vis des institutions car les personnes en situation de précarité ont l'impression qu'elles ne sont jamais écoutées. C'est fondamental pour la démocratie d'établir le dialogue avec les citoyens

(3) les personnes sont souvent accaparées par leurs difficultés pour pouvoir prendre part à ces échanges, se projeter et construire. Il faut trouver des méthodes et prendre le temps pour associer (Exemple d'action à destination des bénéficiaires du RSA dans les maisons des solidarités, où les échanges et les actions sont possibles).

Lever ces freins implique de changer de posture et de regard. La défiance des citoyens et citoyennes vis-à-vis des institutions oblige les collectivités à bouger.

La participation des publics, pour mettre en œuvre de nouvelles politiques publiques, est une obligation à la fois démocratique et méthodologique. Par exemple, **l'Assemblée Citoyenne** est un bon exemple car ça "secoue" la collectivité : les citoyens sont venus, ont interpellé notamment sur les enjeux de la démocratie alimentaire, et ont incité le département à aller plus loin et notamment à s'investir dans la sécurité sociale de l'alimentation. Si une collectivité, quelle qu'elle soit, veut que ses politiques publiques soient en adéquation avec les attentes des citoyens, elle doit mettre en place de nouvelles formes de démocratie. Si on prend l'exemple des cantines scolaires, pour un département qui gère des milliers de repas, il y a à la fois un enjeu de démocratie, mais aussi, comme évoqué tout à l'heure, un enjeu d'éducation alimentaire. Le rôle des collectivités, selon leur mission et leur compétence, c'est à la fois la démocratie et l'éducation, si on veut faire évoluer les systèmes de solidarité et faire en sorte de ne pas se consacrer uniquement aux dons, aux subventions. C'est là qu'interviennent les associations, les citoyens, et les acteurs de l'économie sociale et solidaire. Le département a beaucoup à apprendre sur les façons de fonctionner du secteur, de son mode de gouvernance, de ses nouvelles formes de démocratie et de son rapport au profit qui diffèrent. Les collectivités peuvent s'en inspirer. Elles doivent s'emparer d'outils, comme ceux de l'éducation populaire pour que les citoyens et citoyennes se sentent légitimes.

Une mention spéciale pour le travail effectué dans les maisons de solidarité quand on connaît les tensions et les difficultés qu'elles rencontrent à l'heure actuelle. Grâce à leurs actions, les politiques publiques servent à quelque chose et atteignent les publics concernés.

Aujourd'hui en tant qu'institution on mène des politiques publiques mais ça ne suffit plus. Pour mener une bonne politique publique il faut non seulement mettre quelque chose en place mais aussi le mettre en place avec les usagers (Slogan du CD : "Agir avec vous") Pour le Conseil départemental, le faire ensemble est important. Cela nécessite un vrai changement de posture, de savoir se remettre en cause, de faire preuve d'humilité. **Accepter des positions différentes, la divergence de points de vue n'empêche pas le respect. Il faut se former pour s'écouter.** En espérant que cela fasse tâche d'huile dans d'autres collectivités pour le bien de toutes et tous. C'est nécessaire pour la démocratie.

★ **Le GESMIP** (Groupement des Epiceries Sociales et Solidaires d'Occitanie)

Le groupement soutient la question de la participation au sein de plusieurs structures, comme Caravalim, mouvement d'éducation populaire soutenu par plusieurs têtes de réseau, mais également Coopalim Occitanie (groupement de toutes les têtes de réseau de l'aide alimentaire en Occitanie). **La participation des publics concernés dans ce domaine, ne peut pas être une injonction, à faire comme ceci ou comme cela comme une**

bonne recette. La participation ne peut pas non plus être simplement une réponse émotionnelle. C'est une façon d'être, c'est intégrer cela comme un principe de fonctionnement, comme un principe de vie. C'est contagieux. Par exemple, depuis que le GESMIP existe, des accompagnements de projets d'épicerie ont été réalisés pendant des années avec des porteurs de projets. L'expérimentation au Territoire à Vivre a permis de rencontrer d'autres partenaires, de faire ouvrir les yeux sur d'autres problématiques et maintenant pour chaque projet accompagné, la demande est que les personnes directement impactées puissent intervenir, puissent donner leur avis. Le partage d'expériences auprès des autres acteurs de la solidarité et des partenaires rendent la participation vraiment contagieuse dans le bon sens du terme: elle agit sur nos façons d'être et de concevoir des politiques, mais aussi sur des projets citoyens dont la société a absolument besoin.

★ **CRPA Occitanie (Conseil Régional des Personnes Accueillies)**

C'est une instance pour les personnes ayant vécu des situations de précarité. Son objectif premier est de faire remonter la parole collective des personnes précaires aux pouvoirs publics. Il existe un CRPA par région et un national à Paris (CNPA). L'instance a plusieurs missions: des missions "d'aller vers", des missions de représentation officielle dans certaines commissions SIAO (Services Intégrés d'Accueil et d'Orientation) ou DALO (Droit Au Logement Opposable), des missions de formation, des missions de réponse aux sollicitations ou encore des missions d'intervention lors de journées sur les thèmes liés à la précarité. De temps en temps, le CRPA est également sollicité pour des ateliers sur la participation ou pour certaines manifestations.

Concernant la participation, il faut savoir que tout le monde peut en faire, et que ce n'est pas que pour les personnes concernées. La participation ne doit pas être une contrainte ou une obligation ni pour les professionnels, ni pour les personnes concernées. La participation se base sur le volontariat, que l'on soit professionnel ou personne concernée. Il y a des enjeux et des priorités qui font qu'à certains moments il est possible de faire quelque chose. Pour les personnes concernées, la participation est valorisante: cela redonne confiance en soi, permet de monter en compétence, de travailler avec des personnes d'horizons différents, de devenir humains, de pouvoir faire des choix. Pour les professionnels, ça redonne un sens au travail social.

La participation c'est comment on arrive tous ensemble, individuellement, collectivement, à aller au plus haut des enjeux et des besoins des uns et des autres. Et en contournant les difficultés actuelles de la société, c'est de pouvoir travailler ensemble à partir des complémentarités de chacun.

"Soyons des agents contagieux de la participation. Vivons ça concrètement les uns avec les autres et je pense que le monde va changer"





16h00
TEMPS CONCLUSIF

Intervenants:

- Bérénice Dondeyne, MES France
- Didier Bonin, Économie de la Fonctionnalité et de la Coopération
- John Calves, Directeur d'Établissements Sociaux

★ **Remerciements:**

Conseil Départemental de la Haute-Garonne pour l'accueil au sein du Pavillon République, remerciements à Isabel Hardy et Julien Klotz pour leurs interventions, remerciements à Claude Asset et son équipe, et la régie pour l'organisation logistique, remerciements à Françoise Massabie et le service communication pour l'impression du guide méthodologique.

Equipe bénévole du MES Occitanie, GESMIP et l'association AlimEco pour la co-organisation et la participation à la journée

Chaire Unesco Alimentations du monde, l'association l'Appui, l'association VRAC, le CRPA pour leurs interventions

John Calves, Didier Bonin et Sylvain Wolf pour leurs animations et interventions

Ressources Solidaires pour l'organisation du buffet déjeunatoire

- ★ Les travaux de la journée serviront de base à une déclaration commune pour de nouvelles formes de dispositifs publics de participation citoyenne pour la démocratie alimentaire, et pour pouvoir inscrire le droit à l'alimentation dans la constitution.
- ★ Les entretiens issus des 15 initiatives du projet "Nourritures Terrestres" seront mis en ligne prochainement en complément du guide méthodologique.
- ★ **Éléments à retenir pour la déclaration commune:**

Sortir du modèle de capitalisme colonial et patriarcal, de la maximalisation du profit, pour aller vers la maximalisation des valeurs humaines de l'humain et donc en s'appuyant sur toute la valeur créée. Le problème de l'économie néolibérale, capitaliste, colonialiste et patriarcale est qu'elle ne s'appuie que sur la partie monétaire et sur le profit. Donc l'idée, c'est bien d'aller s'appuyer sur les ressources immatérielles comme la santé, la confiance, les compétences, la pertinence de ce qu'on fait pour aller dans la bonne direction. C'est s'appuyer sur un modèle économique comme l'Économie de la Fonctionnalité de la Coopération, mais aussi sur d'autres modèles qui vont dans ce sens. Il faut être d'accord

ensemble sur la façon de mener nos vies et donc d'arriver à une convergence des luttes citoyennes. Cela passe notamment par l'émancipation inclusive comme "l'aller vers" et par la sortie de la servitude volontaire, de l'hyperconsommation individualiste (aspects culturels et sociétaux).

La politisation du sujet de l'alimentation est également essentielle. L'idée du pouvoir d'agir (exemple message de Biocoop: en achetant bio, vous faites de la politique trois fois par jour). Faire le lien entre ce qu'on achète et ce que cela crée du point de vue sociétal, social et économique, semble quelque chose d'absolument fondamental.

Travailler au niveau local et au niveau de la collectivité, mais également au niveau de la PAC et au niveau européen.

La sensibilisation de la jeunesse: quel que soit l'âge et la vulgarisation de l'ensemble des propos pour que ce soit inaccessible à tous.

Le système économique avec la notion de révision du coût de la taxation, le revenu minimum garanti pour les producteurs, la révision des marges arrière un peu trop invisibles et la révision de la notion du marketing.

Les outils d'information pour répondre aux différents plans de la concertation. Il semblerait que la notion de médiatisation saine peut être un peu verte, soit un axe à travailler absolument.

Du côté de la personne, deux axes à ne jamais oublier:

Le collectif avec les actions au niveau de la restauration collective et de la cuisine partagée, peut-être qu'un parallèle entre ces deux outils peut être réalisé

L'individu avec l'inclusion et surtout la présence des personnes concernées par le sujet

La question de la dématérialisation

L'utilisation des ressources: utiliser l'eau différemment, favoriser l'implantation locale. Quels besoins pour une production raisonnée aussi?

La culture ou les cultures avec un grand "S" avec l'idée de la fête nationale de l'alimentation, qui se déclinerait probablement à travers un festival itinérant de l'alimentation.

En conclusion:

La question d'inscrire le droit à l'alimentation dans la constitution est une vraie lutte à mener et plus on diffusera cette question dans la société au travers de nos rencontres et de nos actions, plus cette question sera saisie par les politiques qui seront motivés à prendre position. C'est une question transpartisane, c'est-à-dire qu'elle réunit quelque soit le parti auquel on appartient. D'où l'importance de s'emparer de cette question là.

Ces dernières années, beaucoup de choses ont avancé, que ce soit sur le droit à l'alimentation ou la question de la participation citoyenne. Les collectivités territoriales et l'État sont beaucoup plus à l'écoute qu'il y a 20-30 ans. D'où l'importance de continuer le travail sur ces sujets. Importance de revoir un vieux documentaire " Solution Locale pour un désordre global": c'est en faisant sur le terrain, qu'on arrive progressivement à faire désordre dans le sens de bousculer un peu les systèmes qui ont l'habitude de fonctionner d'une certaine façon. De plus en plus d'initiatives sont portées par les élus. Et tout cela grâce à l'implication des citoyens sur le terrain .

Avec les différentes initiatives que mènent des citoyens aux quatre coins de la France et du monde, des paradigmes changent progressivement. Aujourd'hui, une proposition de loi pour faire entrer dans la Constitution le droit à l'alimentation, les initiatives de Caissalim partout en France qui portent l'envie d'une sécurité sociale de l'alimentation à l'échelle de l'État, des initiatives d'épicerie solidaire avec mixité sociale...Les choses bougent et il y a des raisons d'être optimistes.

Cette journée Faim d'Avenir 3, est une véritable étape. Nous allons rester en lien avec les nouveaux partenaires mais aussi les existants et essayer de capitaliser pour garder en mémoire les trésors de la journée et pour pouvoir les réutiliser.

Il est également important de rappeler que la faim est intolérable, qu'il est intolérable que des gens aient faim, n'importe où dans le monde. Il y a à la fois la question de l'accès et la question de la qualité de notre alimentation.

Donc, Faim d'Avenir, c'est l'idée d'avoir faim de vraies nourritures, d'avoir faim de liens entre nous.



Mouvement pour l'Economie Solidaire Occitanie

Siège postal: 2 rue de Lizop, 31 100 Toulouse

Bureaux: 43 rue Bayard, 31 000 Toulouse

Association loi 1901 - @MesOccitanie

N° SIRET : 927 803 049 00018

Organisme de formation n° 76311304731

contact@mes-occitanie.org ✉ <https://mes-occitanie.org/> ✉ <https://linktr.ee/mesoccitanie>

